

COMMUNICATION DE LA SUISSE

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 mars 1998, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

LES ACCORDS BILATERAUX DE PROMOTION ET  
DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

INTRODUCTION

Le nombre total d'accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements a fortement augmenté ces dernières années (plus de 1 500 au début de 1998). Cette tendance s'explique notamment par le fait qu'un nombre croissant de pays en développement et en transition voient aujourd'hui dans l'investissement étranger direct un moteur de leur développement économique et qu'ils considèrent ces accords, par l'apport de sécurité juridique qu'ils représentent, comme un élément important du renforcement de leur attrait en tant que site d'implantation.

La Suisse s'est engagée dès les années 60 dans la constitution d'un réseau aussi large que possible de tels accords (actuellement 86 accords signés, dont 73 en vigueur, voir liste en annexe).

Le but et les principales dispositions de ces accords font l'objet de la présente communication au Groupe de travail des liens entre commerce et investissement.

1. But

Avant d'investir à l'étranger, toute entreprise tient à s'assurer de la qualité des conditions-cadres qui lui seront offertes (telles que transparence, sécurité juridique, prévisibilité). A ce titre, l'existence, dans le pays d'accueil envisagé, d'accords bilatéraux de protection des investissements est prise en compte au même titre que d'autres facteurs (taille du marché, etc.) dans la prise de décision de s'y implanter. En effet, en faisant siens les principaux acquis du droit international public en la matière, un pays témoigne de sa volonté de garantir à l'investissement étranger les conditions indispensables à son bon fonctionnement. De ce fait, les accords bilatéraux constituent également un facteur d'intégration dans le marché mondial.

Important pour tous les investisseurs, cet outil juridique l'est encore plus pour les petites et moyennes entreprises qui, bien que limitées dans leurs moyens, sont de plus en plus contraintes à diversifier leurs sites de production et à s'implanter sur des marchés étrangers ayant pour elles valeur stratégique.

## 2. Principales dispositions

### Champ d'application de l'accord

L'investisseur est soit une personne physique soit une personne morale, ce qui recouvre les entreprises individuelles, les sociétés de personnes ou de capitaux, les coentreprises, les associations ou organisations, etc.

Prise dans un sens très large, la notion d'investissement englobe toutes les variétés de droits réels, les participations à des sociétés, les créances monétaires, les droits de propriété intellectuelle, les concessions, etc.

### Encouragement et protection des investissements

Les parties à l'accord encouragent les investissements sur leur territoire et en facilitent l'admission. Toutefois, le droit de réaliser l'investissement n'est en général pas prévu dans l'accord: ce n'est qu'une fois admis en conformité avec la législation nationale que les investissements reçoivent sécurité et protection, ainsi qu'un traitement juste et équitable.

### Octroi du traitement national et clause de la nation la plus favorisée

Le pays d'accueil accorde aux investisseurs étrangers un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux de la nation la plus favorisée, si ce dernier traitement est plus favorable.

### Garantie du libre transfert du capital et des revenus de l'investissement

La garantie du libre transfert du capital (rapatriement) et des revenus de l'investissement s'accompagne le plus souvent de l'engagement du pays d'accueil de mettre à la disposition de l'investisseur les devises librement convertibles nécessaires.

### Protection contre la dépossession et les préjudices

Les expropriations, nationalisations et autres mesures d'effet équivalent ne sont autorisées qu'à certaines conditions (intérêt public, non-discrimination, légalité et indemnisation prompte et adéquate).

S'agissant de la réparation du dommage concernant un investissement en raison de troubles civils ou d'autres événements similaires, l'investisseur sera mis au bénéfice du traitement national ou du traitement de la nation la plus favorisée, si ce dernier traitement est plus favorable.

### Règlement des différends

S'ils n'ont pu être réglés par la consultation, les différends entre les parties contractantes ou entre une partie contractante et un investisseur de l'autre partie contractante pourront être soumis à l'arbitrage international.

Annexe: Liste des accords concernant la promotion et l'encouragement des investissements conclus à ce jour par la Suisse.

ANNEXEListe des accords concernant la protection et l'encouragement des investissements  
conclus à ce jour par la Suisse (par ordre chronologique de leur signature)Etat au 1er mars 1998

86 accords signés

73 en vigueur

	Date de la signature	Date de l'entrée en vigueur
Tunisie	2 décembre 1961	19 janvier 1964
Niger <sup>1</sup>	28 mars 1962	17 novembre 1962
Guinée <sup>1</sup>	26 avril 1962	29 juillet 1963
Côte d'Ivoire <sup>1</sup>	26 juin 1962	18 novembre 1962
Sénégal <sup>1</sup>	16 août 1962	13 août 1964
Congo <sup>1</sup>	18 octobre 1962	11 juillet 1964
Cameroun <sup>1</sup>	28 janvier 1963	6 avril 1964
Libéria <sup>2</sup>	23 juillet 1963	22 septembre 1964
Rwanda <sup>3, 4</sup>	15 octobre 1963	15 octobre 1963
Togo <sup>1</sup>	17 janvier 1964	9 août 1966
Madagascar <sup>1</sup>	17 mars 1964	31 mars 1966
Malte <sup>1</sup>	20 janvier 1965	23 février 1965
Tanzanie	3 mai 1965	16 septembre 1965
Costa Rica	1er septembre 1965	18 août 1966
Bénin <sup>1</sup>	20 avril 1966	6 octobre 1973
Tchad <sup>1</sup>	21 février 1967	31 octobre 1967
Equateur	2 mai 1968	11 septembre 1969
Burkina Faso <sup>1</sup>	6 mai 1969	15 septembre 1969
Corée	7 avril 1971	7 avril 1971
Ouganda	23 août 1971	8 mai 1972
Gabon (dénoncé) <sup>1</sup>	28 janvier 1972	18 octobre 1972
République démocratique du Congo	10 mars 1972	10 mai 1973
République centrafricaine <sup>3</sup>	28 février 1973	4 juillet 1973
Egypte	25 juillet 1973	4 juin 1974
Indonésie	6 février 1974	9 avril 1976
Soudan	17 février 1974	14 décembre 1974
Mauritanie <sup>5</sup>	9 septembre 1976	30 mai 1978
Jordanie	11 novembre 1976	2 mars 1977
Syrie	22 juin 1977	10 août 1978
Malaisie	1er mars 1978	9 juin 1978
Singapour	6 mars 1978	3 mai 1978

	Date de la signature	Date de l'entrée en vigueur
Mali	8 mars 1978	8 décembre 1978
Sri Lanka	23 septembre 1981	12 février 1982
Panama	19 octobre 1983	22 août 1985
Maroc	17 décembre 1985	12 avril 1991
Chine	12 novembre 1986	18 mars 1987
Bolivie	6 novembre 1987	13 mai 1991
Turquie	3 mars 1988	21 février 1990
Hongrie	5 octobre 1988	16 mai 1989
Uruguay	7 octobre 1988	22 avril 1991
Pologne	8 novembre 1989	17 avril 1990
Slovaquie	5 octobre 1990	7 août 1991
République tchèque	5 octobre 1990	7 août 1991
Russie	1er décembre 1990	26 août 1991
Jamaïque	11 décembre 1990	21 novembre 1991
Argentine	12 avril 1991	6 novembre 1992
Ghana	8 octobre 1991	16 juin 1993
Bulgarie	28 octobre 1991	26 octobre 1993
Cap-Vert	28 octobre 1991	6 mai 1992
Chili	11 novembre 1991	
Pérou	22 novembre 1991	23 novembre 1993
Paraguay	31 janvier 1992	28 septembre 1992
Viet Nam	3 juillet 1992	3 décembre 1992
Albanie	22 septembre 1992	30 avril 1993
Estonie	21 décembre 1992	18 août 1993
Lettonie	22 décembre 1992	16 avril 1993
Lituanie	23 décembre 1992	13 mai 1993
Ouzbékistan	16 avril 1993	5 novembre 1993
Bélarus	28 mai 1993	13 juillet 1994
Honduras <sup>6</sup>	14 octobre 1993	
Roumanie	25 octobre 1993	30 juillet 1994
Venezuela	18 novembre 1993	30 novembre 1994
Gambie	22 novembre 1993	30 mars 1994
Kazakstan	12 mai 1994	
Namibie	1er août 1994	
Zambie	3 août 1994	7 mars 1995
Hong Kong, Chine	22 septembre 1994	22 octobre 1994
Brésil	11 novembre 1994	
El Salvador	8 décembre 1994	16 septembre 1996
Barbade	29 mars 1995	22 décembre 1995
Ukraine	20 avril 1995	21 janvier 1997

	Date de la signature	Date de l'entrée en vigueur
Afrique du Sud	27 juin 1995	29 novembre 1997
Mexique	10 juillet 1995	14 mars 1996
Pakistan	11 juillet 1995	6 mai 1996
Slovénie	9 novembre 1995	20 mars 1997
Moldova	30 novembre 1995	29 novembre 1996
Cuba	28 juin 1996	7 novembre 1997
Zimbabwe	15 août 1996	
Macédoine	26 septembre 1996	6 mai 1997
Cambodge	12 octobre 1996	
Croatie	30 octobre 1996	
Laos	4 décembre 1996	4 décembre 1996
Mongolie	29 janvier 1997	
Philippines	31 mars 1997	
Inde	4 avril 1997	
Thaïlande	17 novembre 1997	

<sup>1</sup>Accord contenant également des dispositions relatives au commerce et à la coopération.

<sup>2</sup>Traité d'amitié et de commerce contenant une disposition sur les investissements.

<sup>3</sup>Accord de commerce et de protection des investissements.

<sup>4</sup>Accord applicable à titre provisoire.

<sup>5</sup>Accord contenant également des dispositions relatives au commerce et à la coopération.

<sup>6</sup>Remplace l'accord du 20 juillet 1966.